



REPONSE D'HESPUL A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRÉ N°2020-007

Consultation publique relative du 19 mars 2020 relative à la composante de soutirage des prochains TURPE 6

15/06/2020

QUI SOMMES-NOUS ?

HESPUL est une association à but non-lucratif dont l'un des objets et métiers spécifiques est la promotion de la filière photovoltaïque raccordée au réseau que nous avons introduite pour la première fois en France dès 1992, puis activement contribué à développer à travers notamment de nombreux programmes de démonstration de l'Union Européenne.

En outre, à travers notre participation à différents programmes de recherche et de démonstration ayant trait à la thématique des « réseaux intelligents » de niveau national tels que Esprit (avec EDF-R&D et le CEA) et GreenLys (avec notamment Enedis, GEG, GDFSuez) ou européens tels que « Smart Cities » (projet TRANSFORM avec le Grand Lyon et Enedis, projet CITYZEN avec GEG et Atos), nous sommes en contact permanent avec des gestionnaires de réseaux de distribution et des autorités concédantes.

Hespul participe également au comité de concertation des producteurs et des opérateurs de stockage (CCPS) depuis sa création, afin d'y représenter les producteurs photovoltaïques non-professionnels et d'entretenir une relation constante avec ces producteurs à travers son centre de ressources sur le photovoltaïque.

REPONSE AUX QUESTIONS POSEES

Question 13 : avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation [...] ?

Question d'ordre général sur le TURPE spécifique

La CRÉ considère-t-elle que le TURPE spécifique doit rester optionnel dans le TURPE 6 ?

TURPE spécifique et autoconsommation individuelle

Le L315-3 du code de l'énergie permet à la CRÉ d'établir un TURPE spécifique pour l'autoconsommation individuelle. Comment la CRÉ envisage-t-elle de mettre en œuvre cette disposition ?

TURPE spécifique et autoconsommation collective

D'après la CRÉ :

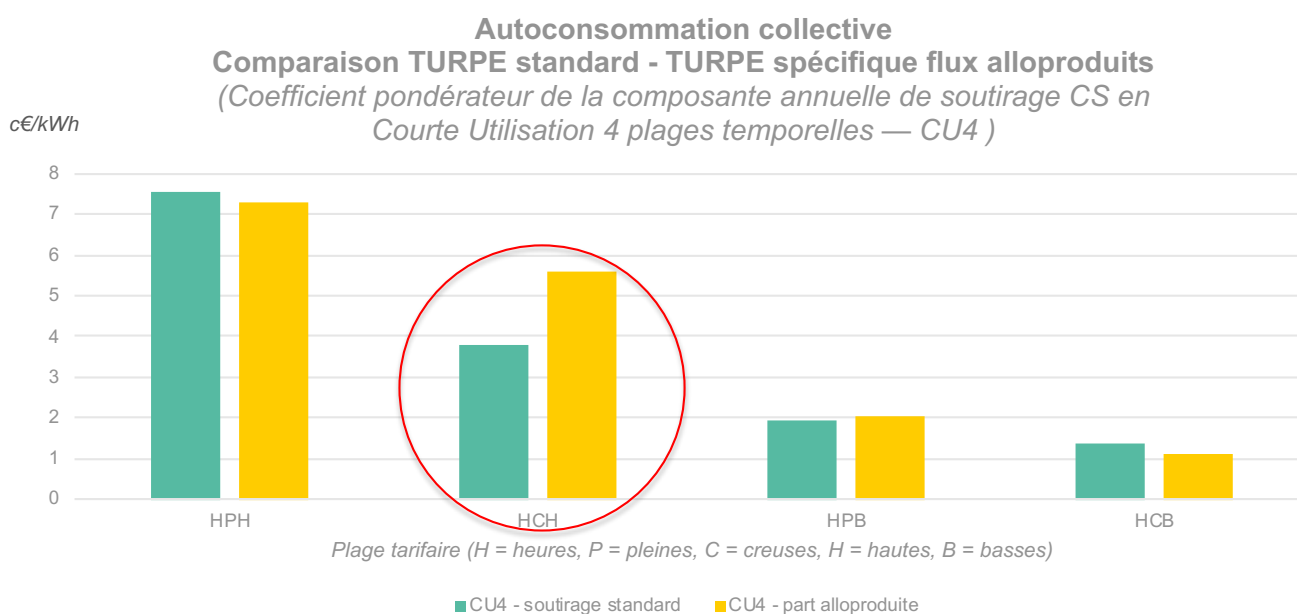
Un tel tarif permet en effet de réduire le tarif payé par les opérations qui sont capables de maximiser leur autoproduction aux heures critiques pour les réseaux tout en diminuant leurs soutirages alloproduits en général et a fortiori aux heures critiques.

Nous comprenons que la CRÉ souhaite utiliser le TURPE spécifique comme une incitation visant à limiter la pointe locale hivernale. Nous estimons qu'une telle approche présente plusieurs limites :



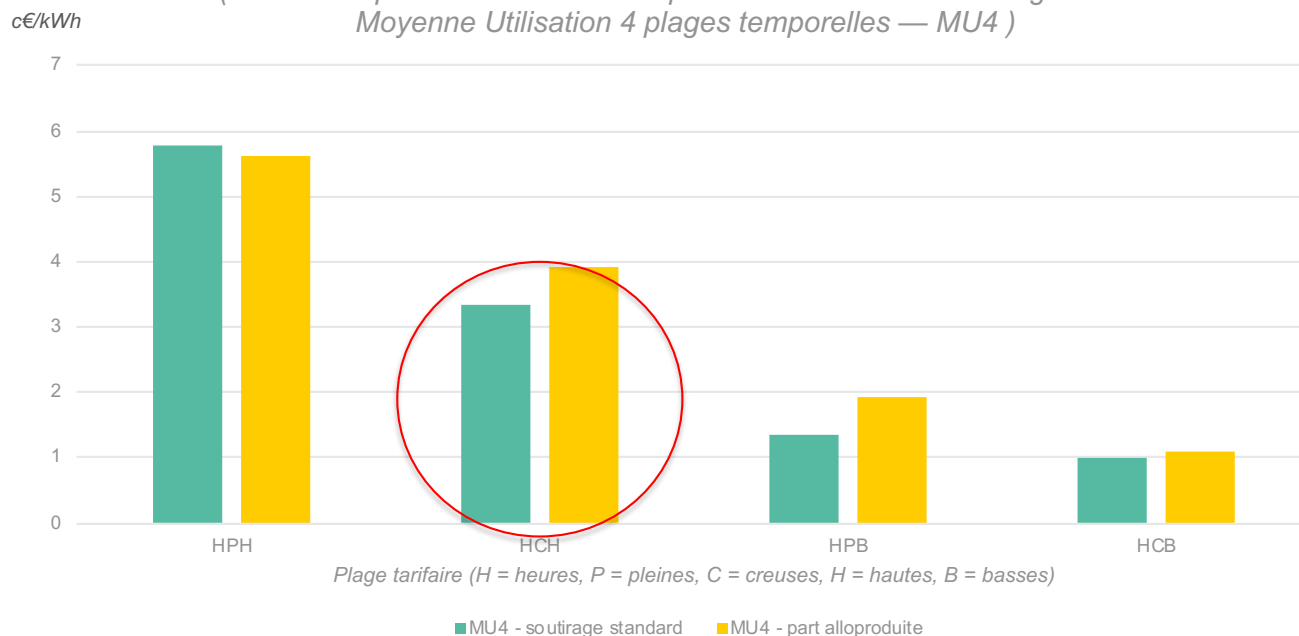
- Le dispositif actuel est particulièrement complexe ce qui nuit à sa **lisibilité**.
- L'autoconsommation collective concerne aujourd'hui majoritairement, voire exclusivement, la filière photovoltaïque. Or, ce type d'installations produisant essentiellement en été, une maximisation du taux d'autoconsommation sur la période hivernale est difficile. Un participant à une opération d'autoconsommation collective photovoltaïque choisissant le TURPE spécifique paiera ainsi systématiquement plus cher qu'un autre faisant le choix du TURPE classique. **Le mécanisme actuel est donc inefficace.**
- **Concernant la composante de soutirage sur les flux alloproduits** : sur la période HCH, ils sont soumis à un TURPE plus élevé que dans le TURPE soutirage standard, en particulier pour la formule Courte Utilisation à 4 plages temporelles — dite CU 4, voir graphiques ci-dessous. **Pourquoi une telle différence entre tarification des flux alloproduits et des flux soutirés standard sur la période HCH ? Cette différence ne risque-t-elle pas d'éloigner la tarification spécifique du coût réellement induit par l'utilisateur ?** Si la volonté est de limiter la pointe locale hivernale, le signal est-il efficace sachant que la majorité des opérations sont basées sur des productions photovoltaïques ?
- **Concernant la composante de soutirage sur les flux autoconsommés**, nous distinguons deux cas :
 - o **Les opérations à l'échelle d'un bâtiment** : les flux autoconsommés ne transitent pas par le réseau public de distribution (en dehors de la colonne montante dans certains cas). En regard du réseau, ces flux sont apparentés à une économie d'énergie. Les soumettre à une composante de soutirage ne reflète donc pas les coûts réels.
 - o **Les opérations sur un périmètre élargi** : Dans ce cas, les flux autoconsommés transitent sur le réseau public de distribution, essentiellement au niveau de la poche BT. Nous estimons que la composante de soutirage devrait donc être limitée aux seuls coûts d'infrastructures BT.

" Un participant à une opération d'autoconsommation collective choisissant le TURPE spécifique paiera systématiquement plus cher qu'un autre faisant le choix du TURPE classique.





Autoconsommation collective
Comparaison TURPE standard - TURPE spécifique flux alloproduits
(Coefficient pondérateur de la composante annuelle de soutirage CS en
Moyenne Utilisation 4 plages temporelles — MU4)



L'article 21 de la directive européenne 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables indique que :

a) *produire de l'énergie renouvelable, y compris pour leur propre consommation, stocker et vendre leur production excédentaire d'électricité renouvelable, y compris par des contrats d'achat d'électricité renouvelable, via des fournisseurs d'électricité et des arrangements portant sur des échanges de pair à pair, sans être soumis:*

i) *en ce qui concerne l'électricité qu'ils prélèvent ou injectent dans le réseau, à des procédures et à des frais discriminatoires ou disproportionnés et à des frais d'accès au réseau qui ne reflètent pas les coûts;*

La directive européenne met en exergue le principe de reflet des coûts, or, considérant que les flux alloproduits sont identiques à des flux soutirés standards, nous estimons que leur tarification doit également être identique.

Autoconsommation collective : fiscalité et dispositifs de soutien

L'article 21 de la directive européenne 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables indique que :

4. Les États membres veillent à ce que les autoconsommateurs d'énergies renouvelables situés dans le même bâtiment, y compris des immeubles résidentiels, aient le droit d'exercer collectivement les activités visées au paragraphe 2 et soient autorisés à organiser entre eux un partage de l'énergie renouvelable produite sur leur(s) site(s), sans préjudice des frais d'accès au réseau et d'autres frais pertinents, redevances, prélèvements et taxes applicables à chaque autoconsommateur d'énergie renouvelable. Les États membres peuvent faire une distinction entre les autoconsommateurs d'énergies renouvelables agissant de manière individuelle et ceux agissant de manière collective.

Toute différenciation de la sorte est proportionnée et dûment justifiée.

A la différence de l'autoconsommation individuelle, l'autoconsommation collective ne bénéficie pas des dispositifs de soutien de l'État. Elle est par ailleurs soumise à la CSPE et à la TLCFE. Cet état de fait ne permet pas aux producteurs participant à une opération d'autoconsommation collective d'atteindre la



viabilité économique en l'absence de subventions locales. Si une différenciation entre autoconsommation collective et individuelle est souhaitable, celle-ci doit rester « *proportionnée et justifiée* », nous estimons que cette proportionnalité n'est pas respectée aujourd'hui.

Proposition d'Hespul concernant le TURPE spécifique autoconsommation collective

1. Selon le **principe de reflet des coûts** des utilisateurs : nous proposons d'aligner le TURPE des flux alloproduits sur celui du TURPE standard des flux soutirés d'un utilisateur non autoconsommateur.
2. Également selon le **principe de reflet des coûts** :
 - a. Pour les participants d'une opération d'autoconsommation collective sur le **périmètre d'un bâtiment** : nous proposons de supprimer la composante de soutirage sur les flux autoconsommés.
 - b. Pour les participants à une opération d'autoconsommation collective sur un **périmètre étendu** : nous proposons de caler la composante de soutirage des flux autoconsommés sur les coûts des pertes et d'infrastructure réseau de la **seule** poche BT.

Proposition concernant la fiscalité et les dispositifs de soutien à l'autoconsommation collective

Afin que la différenciation entre autoconsommation individuelle et collective soit « *proportionnée* », au sens de la directive européenne 2018/2001, nous proposons :

- une **exonération de CSPE et de TLCFE sur l'énergie autoproduite dans le cadre des opérations d'autoconsommation collective** sur les mêmes critères que l'article 266 quinquies C du code des douanes et le V de l'article 3333-2 du code des collectivités territoriales précités
- **l'extension de l'éligibilité du surplus des installations d'autoconsommation collective aux tarifs d'achat**, dans les mêmes conditions que les installations d'autoconsommation individuelle.

La demande d'Hespul

Nous souhaiterions connaître le nombre d'utilisateurs ayant souscrit au TURPE spécifique.

AUTRES REMARQUES

Investissements réseaux liés aux EnR : séparer les investissements financés par les producteurs de ceux financés par les consommateurs via le TURPE

En annexe de son document technique, la CRÉ nous informe que les mesures en faveur de la transition énergétique "se traduisent par des investissements en hausse aussi bien sur le réseau de transport que sur les réseaux de distribution :

- en transport, le nécessaire renouvellement des infrastructures lourdes, le raccordement de l'éolien en mer et les interconnexions contribuent à expliquer la trajectoire prévisionnelle d'investissements de RTE s'élevant 36 Mds € d'ici à 2035 ;
- en distribution, la hausse prévisionnelle des investissements d'ici à 2035 (69 Mds € annoncés sur la



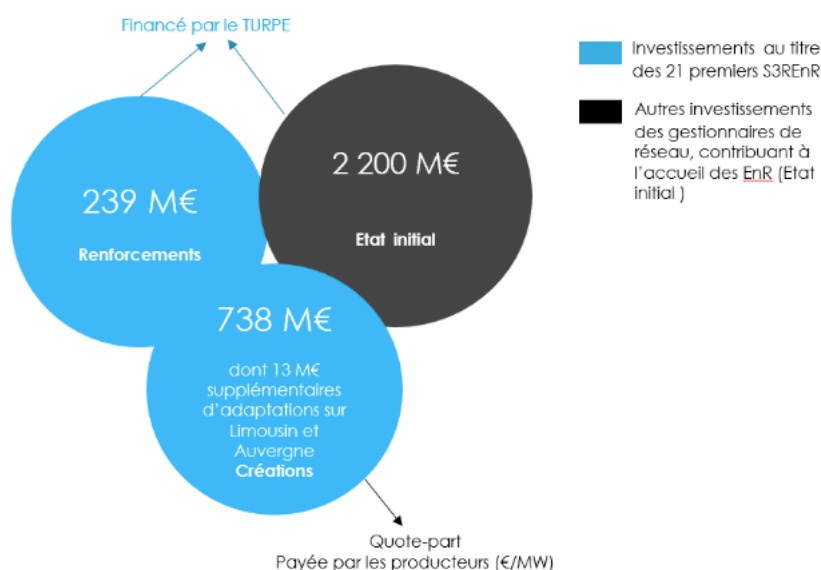
période 2019-2035) s'explique en partie par les investissements nécessaires pour raccorder les EnR (500 M€/an) et les nouveaux usages tels que le véhicule électrique (300 M€/an)."

Cette formulation, dans une consultation sur le TURPE 6, laisse entendre que ces nouveaux investissements sont entièrement pris en charge par les Gestionnaires de Réseau via le TURPE. Or, les surcoûts induits par le raccordement des EnR sont déjà majoritairement internalisés par les producteurs et continueront à l'être dans les prochaines années.

" Les surcoûts induits par le raccordement des EnR sont déjà majoritairement internalisés par les producteurs."

Par ailleurs, les autorités concédantes peuvent financer une partie des infrastructures réseaux sur leurs fonds propres (hors ressources provenant du TURPE), de même pour les collectivités en charge de la compétence urbanisme. Ces ressources devraient donc également être incluses dans toute analyse des investissements futurs.

Volumes d'investissements pour l'accueil des ambitions EnR régionales



D'après l'état technique et financier des S3REnR de 2018, l'ensemble des S3REnR représente un volume d'investissement d'environ 3 Mds € répartis sur plusieurs années. Sur ces 3 Mds €, 2 Mds € sont associés à l'état initial, ils auraient donc été investis même sans développement des EnR. Reste un milliard d'euros pouvant correspondre aux nouveaux investissements réellement induits par le développement des EnR. Ce milliard est pris en charge pour 75 % par la quote-part du S3REnR et pour 25 % par le TURPE.

Certes, cette vision est partielle et ne prend pas en compte la réfaction qui finance, via le TURPE, une partie du raccordement et de la quote-part pour les producteurs de moins de 5 MW. Toutefois, ces producteurs, plus petits, sont également moins impactant pour le réseau.

Dans une prochaine concertation, la CRÉ souhaite de nouveau aborder la question d'un TURPE injection, ce qu'elle justifie par l'augmentation des investissements liés au raccordement des EnR. Nous comprenons que la CRÉ estime que les producteurs créeraient des externalités négatives sur le réseau, externalités qui devraient être maîtrisées par leur internalisation dans un TURPE injection.



Pour améliorer la qualité du débat, il nous semble nécessaire de répertorier l'ensemble des signaux économiques existants ainsi que la part réelle des externalités négatives qui justifieraient un TURPE injection.

La demande d'Hespul

Afin d'améliorer la qualité globale du débat, nous souhaitons que la CRÉ présente en plus des coûts des nouveaux investissements liés au raccordement des EnR, les projections de la part qui sera financée par le TURPE (pour la réfection et les travaux de renforcement), de celle financée par les producteurs (via la contribution des utilisateurs aux ouvrages d'extension et la quote-part S3REnR) et de celle par les tiers (collectivités territoriales en charge de l'urbanisme, autorités concédantes, autres...). Les investissements évités par les ouvrages financés par les producteurs pourraient également être pris en compte.

" Consultation sur la composante injection du TURPE 6 : nous souhaitons que la CRÉ présente la part des investissements financée par le TURPE et celle financée par les producteurs.

Privilégier la RE2020 au TURPE 6 pour envoyer les bons signaux aux décisions d'investissement

La figure ci-dessous illustre la prépondérance du chauffage électrique dans la pointe hivernale et donc dans les coûts d'infrastructures du réseau électrique.

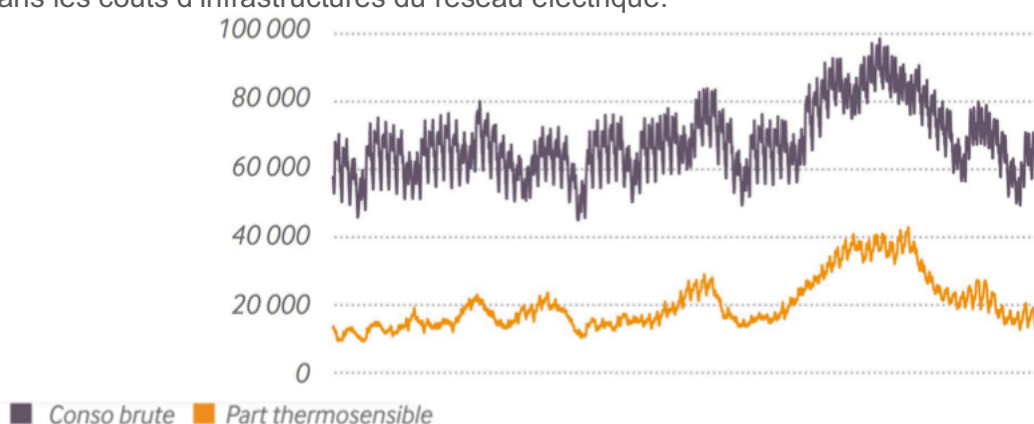


Figure 1 : Extrait du rapport de consultation de la CRÉ — Consommation nationale d'électricité et part thermosensible pendant l'hiver 2011-2012, En mW (source RTE – bilan électrique 2012).

Dans sa note technique, la CRÉ souligne que :

« L'envoi de signaux économiques pertinents, et notamment une allocation temporelle plus représentative de la réalité des coûts, est particulièrement nécessaire dans la période actuelle de transformation au cours de laquelle les consommateurs sont amenés à faire des choix d'investissements nouveaux, qui détermineront leur utilisation du réseau pendant de nombreuses années : travaux



*d'isolation, **choix du mode de chauffage**, installation de stockage, ou encore achat d'un véhicule électrique, avec ou sans pilotage de la charge. »*

Dans la limite d'une bonne lisibilité des tarifs, nous approuvons la démarche de la CRÉ de faire payer aux utilisateurs le juste coût de leurs impacts sur le réseau. Nous regrettons toutefois l'existence de contre-signaux s'opposant à cette même démarche.

Il est avéré que les consommateurs se chauffant à l'électricité (hors pompes à chaleur performantes) représentent un impact significatif du point de vue du réseau. Même s'ils en paient le juste coût, ils ne disposent pas toujours de la capacité de répondre au signal tarifaire reçu. D'autres signaux doivent être pris en compte, la réglementation thermique en est un des plus significatifs.

" La RE2020 pourrait permettre à plusieurs millions de nouveaux logements d'être équipés d'un chauffage électrique fortement impactant pour le réseau, le TURPE 6 n'aura probablement que peu d'impact sur ces décisions d'investissement.

Dans les nouveaux logements, les discussions en cours tendent vers une RE2020 qui permettrait le développement du chauffage électrique de type convecteur au détriment d'autres systèmes moins impactant pour les réseaux d'électricité. Les décisions prises aujourd'hui sur la RE2020 détermineront le mode de chauffage des millions de logements qui seront construits dans la décennie 2020. Pour ces logements, le principal signal d'investissement sera probablement la RE2020 et non le TURPE 6.

Parmi les changements structurants qui affecteront les réseaux électriques dans les prochaines années, la CRÉ évoque le développement des EnR, des batteries, de l'autoconsommation et des véhicules électriques. Les enjeux liés à l'électrification des modes de chauffages sont moins développés. Si la CRÉ évoque bien le développement des pompes à chaleur performantes, elle ne mentionne pas la RE2020 et le développement des convecteurs électriques classiques qui peut lui être associé.

La demande d'Hespul

Nous souhaitons que la CRÉ évalue le coût des modes de chauffages incités par la RE2020 du point de vue du réseau électrique.